Ford Blanquefort: deux jours de plus pour l'offre révisée de Punch

Bordeaux, 23 nov 2018 (AFP) –

Le constructeur automobile Ford a annoncé avoir accordé vendredi à Punch Powerglide, société candidate à la reprise de son usine de Blanquefort (Gironde) menacée de fermeture, deux jours de plus pour formuler une offre "révisée".

"Le repreneur potentiel a demandé un délai supplémentaire pour formuler l'offre", a indiqué à l'AFP un porte-parole de Ford France, Fabrice Devanlay.

Punch Powerglide est intéressé par la reprise de l'usine de boîte de vitesse, qui emploie environ 850 personnes, mais Ford avait émis des doutes sur sa première offre de reprise et demandé à la société strasbourgeoise de revoir sa copie d'ici ce vendredi.

Punch, seul repreneur en lice, a désormais jusqu'à dimanche pour présenter une offre "révisée" car Ford entend toujours présenter le plan de reprise au Comité d'entreprise le 28 novembre.

Bien que cette offre révisée n'ait pas encore été formalisée, des représentants syndicaux de l'usine ont expliqué vendredi à l'AFP que, selon ce que le cabinet d'expertise Secafi -mandaté par le CE- leur avait dit, la nouvelle proposition comportait "de grosses avancées" et paraissait "plus solide".

"Le +business plan+ s'est étoffé, mais on ne peut pas en dire plus pour l'instant, c'est confidentiel", a dit à l'AFP Vincent Alauze, délégué CGT, qui a participé vendredi à Bordeaux à une réunion entre l'intersyndicale de Ford Blanquefort et les services de l'Etat, notamment le délégué interministériel aux restructurations d'entreprises Jean-Pierre Floris.

"Les débats ont été houleux", a-t-il ajouté, regrettant que "l'Etat ne tape pas du poing sur la table avec Ford alors qu'il hausse le ton et joue les gros bras avec nous (les syndicats)".

"On a été trahi par Ford et maintenant on est trahi par l'Etat!" s'est-il exclamé, affirmant s'exprimer là à titre personnel.

M. Alauze estime en effet que l'Etat a capitulé devant Ford et permet à la multinationale de fuir ses responsabilités en laissant à Punch la gestion du Plan de sauvegarde de l'emploi.

"Ford, qui est riche à millions, veut s'affranchir de ses responsabilités sociales et économiques envers nous [les salariés]", notamment en ne gardant pas ceux appelés à partir en pré-retraite dans son giron, explique M. Alauze.

L'Etat soutient le projet de Punch Powerglide et veut amener les syndicats à s'entendre avec cette société sur le volet social et salarial d'une reprise qui signifierait le maintien d'environ 400 emplois et le départ anticipé d'environ 350 salariés.

Les syndicats ont appelé à une manifestation samedi à Blanquefort et une nouvelle réunion de suivi entre syndicats, collectivités et représentants Etat est prévue lundi après-midi à Bordeaux.

Ford avait annoncé fin février qu'il cessait tout investissement dans son usine girondine, et recherchait un repreneur pour le site implanté dans la banlieue bordelaise depuis 1972.

ys-bpe/pjl/LyS

FORD MOTOR